



## Appel du Comité de Réflexion d'Habitat et Humanisme

*9 décembre 2008*

Sur le passage des grands cyclones, ce sont les plus pauvres, les plus lents, les plus âgés qui payent le prix le plus élevé et ce sont eux que l'on retrouve, une fois le sauve-qui-peut terminé, ensevelis sous les ruines de leur mesure.

De la même façon, lors de la présente tourmente financière, l'attention des médias et des citoyens a davantage été attirée vers les dizaines d'établissements financiers où le feu avait pris, que vers les millions de familles à travers le monde, flouées dans leur espoir d'acquérir un logement ou expulsées de celui qui les abritait.

Nous n'en sommes pas là ou pas encore dans notre pays ; mais il est temps de tirer l'alarme sur les dégâts collatéraux considérables que la présente crise financière risque d'infliger aux plus pauvres et aux plus mal logés, qui étaient déjà très nombreux dans notre pays.

Chacun connaît en effet le paradoxe – pour ne pas dire le scandale - d'un pays comme le nôtre, dans lequel les pouvoirs publics investissaient chaque année des milliards d'euros dans le logement (le chiffre gouvernemental est 30 milliards), dans lequel l'industrie du bâtiment accumulait des records mais où le nombre des mal logés n'a pas cessé d'augmenter.

« Or le logement fait le quotidien des gens comme la santé et la sécurité.... Le logement, c'est un refuge qui fait partie de la dignité de la personne. C'est tellement plus difficile d'élever des enfants, de trouver des emplois quand on n'a pas de logement !». On ne saurait mieux dire et c'est le Président de la République qui l'a dit lors de son discours fondateur sur le logement du 11 décembre 2007.

A l'époque, la France se croyait encore prospère mais depuis, les systèmes de crédit ont disjoncté, les indices économiques ont basculé dans le rouge, la disette budgétaire s'est transformée en famine et il faudra au gouvernement et aux citoyens une résolution sans faille pour échapper, le premier à la dictature de l'urgence, les seconds à celle du chacun pour soi.

Les Ministres, au nom du pragmatisme, seront tentés de chercher partout des cagnottes, en creusant des trous pour en boucher d'autres, y compris dans des fonds non budgétaires, réservés au logement : à cet égard, le projet de détourner une partie des

excédents du Livret A élargi au profit des PME, était un stratagème habile, mais trop voyant pour passer inaperçu. Et voici que Bercy récidive en ponctionnant arbitrairement le fonds du 1% logement (on parle d'1 milliard d'euros) pour compenser la baisse, hélas programmée, de crédits budgétaires essentiels affectés à «l'aide à la pierre ».

Quant aux Associations d'aide aux mal logés, elles risquent en amont de perdre une partie de leurs donateurs atteints par la crise et en aval, de voir les besoins exploser.

Cette frange de la classe moyenne qui était déjà précarisée par les nouvelles conditions de travail, le vieillissement ou seulement les accidents de la vie, risque en effet, le chômage aidant, de plonger dans une condition quasi prolétarienne, taudis compris.

Les hasards du calendrier politique ont voulu que le Parlement débattenne en cette fin d'année d'une « Loi pour le logement et la lutte contre l'exclusion ». C'est une première réponse au Droit Au Logement Opposable (DALO) qui a fait une entrée discrète dans notre paysage social mais représente un ébranlement majeur de notre droit. Le projet de loi actuel est lui-même un texte important par son extension et sa densité et il présente sur certains points, des avancées significatives que d'autres ont soulignées.

#### **Qu'il nous soit donc permis d'énoncer de façon pressante une série de vœux :**

1. le vœux d'abord très banal mais essentiel que tous les moyens financiers soient mis en œuvre pour garder coûte que coûte le cap des **120000 logements sociaux** (dont 20000 logements très sociaux) prévus pour 2009 et qu'il faudra maintenir tout le temps qu'il faudra, jusqu'à ce que soit comblé notre retard.

Y a-t-il d'ailleurs moyen plus efficace de soutenir une économie défailante que d'aider une industrie structurellement créatrice d'emplois ?

2. Il serait affligeant que l'Etat, dont on dit qu'il est de retour, prenne à nouveau la fuite devant la coalition des égoïsmes. En clair, il s'agit de redonner du nerf et du pouvoir aux **Préfets** pour qu'ils imposent aux communes, voire en se substituant à elles, l'application pure et simple de la loi partout où elle est violée. Et en matière de logements sociaux, l'infraction est très souvent la règle.

Encore faudrait-il aussi que la loi aujourd'hui en débat ne comporte pas des mailles trop lâches.

A cet égard, le trop célèbre article 17 en discussion dans les assemblées qui autorise les communes à s'exonérer contre monnaie sonnante de leurs obligations en matière de construction de logements sociaux, est une injure à la solidarité : en

temps de crise il n'y a pas de place dans la République pour les mauvais riches qui ne voient pas les pauvres à leur porte.

3. « **une France de propriétaires** » est une belle utopie dont on reparlera après la tempête : dans l'urgence où nous sommes, il importe d'abord d'abriter les naufragés. Disons en clair que les programmes d'aide à l'accession à la propriété ne doivent à aucun prix se réaliser au détriment de ceux consacrés au logement social. Ne tendons pas sans précaution aux familles économiquement fragiles le piège d'une acquisition dont – regardons l'Amérique et plus près de nous l'Espagne – elles pourraient se mordre les doigts. Il n'est pas sûr du reste que propriété et modernité riment ensemble : les jeunes générations dans leurs orientations professionnelles, géographiques, voire familiales, pour le meilleur et pour le pire, ne tiennent pas en place.
  
4. De larges parts du **domaine immobilier de l'Etat** sont en vente, le Président de la République s'y est engagé. Il serait dommage de ne pas profiter de cette opportunité historique pour réintroduire dans un tissu urbain éclaté, des liens de mixité sociale. Il faudra il est vrai aux administrateurs une bonne dose d'abnégation et aux politiques une belle dose d'énergie pour qu'ils renoncent à de somptueuses plus values sur la vente en pleine ville de sous préfectures, de perceptions ou de casernes et les vendent à un « juste prix » à des bailleurs sociaux ou à des associations. Mais la cohésion sociale est à ce prix et elle n'a pas de prix.

Les historiens nous rappellent volontiers que la crise économique de 1929, en dévastant les structures sociales des pays européens, leur a valu à tous du sang et des larmes. Le pire n'est pas toujours sûr, mais notre société reste divisée et fragile ; une parole, un geste ou une misère de trop peuvent jeter dans la révolte et le chaos des populations qui se croient abandonnées. En ces temps difficiles, nous appelons donc tous ceux qui ont du pouvoir, de l'influence ou seulement de la bonne volonté à se mobiliser au service de la cohésion sociale. Elle est pour la Nation, une richesse plus précieuse et moins volatile que celle inscrite dans les comptes bancaires.

**Cet appel est lancé par le Comité de Réflexion de l'Association Habitat et Humanisme.**